France

23/01/2025

Le dynamisme de l'activité économique reste très faible en France

Après la faible fin d'année 2024, le début de 2025 n'est pas synonyme d'accélération de l'activité économique en France. La croissance du PIB devrait restée limitée à 0.6% en moyenne sur l'ensemble de 2025.

L'année ne commence pas bien pour l'économie française, après la très faible fin d'année 2024. Le climat des affaires est resté quasi stable en France en janvier, à 95, un niveau inférieur à sa moyenne de long terme. Le climat des affaires est stable dans les services, mais inférieur à sa moyenne de long terme dans quasiment tous les sous-secteurs des services, à l'exception des activités immobilières. Selon les chefs d'entreprise du secteur des services, l'incertitude ressentie augmente à nouveau. Le climat des affaires est également stable dans le bâtiment et le commerce de détail, mais dans ces deux secteurs les carnets de commande se replient. Dans l'industrie, le climat des affaires se dégrade en raison d'un net repli des carnets de commandes, qui se trouvent à leur niveau le plus bas depuis 2014. Dans le commerce de gros, le climat des affaires se détériore de nouveau.

Toutes ensemble, ces données pointent vers un début d'année 2025 peu dynamique, après un quatrième trimestre faible, plombé par l'incertitude politique et budgétaire, le contrecoup des JO et le contexte international moins dynamique. La confiance dégradée et l'incertitude entourant le budget 2025 continuent de peser sur la demande intérieure et cela risque de perdurer dans les prochains mois. En particulier, la dynamique de la consommation des ménages devrait restée très modérée. Malgré le recul de l'inflation et la hausse des salaires réels, la hausse des craintes concernant le chômage et l'incertitude risque de conduire à une nouvelle hausse du taux d'épargne des ménages. L'incertitude et le faible potentiel de baisses des taux à long terme sur les marchés signifient aussi que les investissements des ménages et entreprises risquent de diminuer à nouveau en 2025.

Dans un contexte où les exportations risquent de subir le regain des tensions commerciales, tout porte à croire que l'activité industrielle sera très modérée en France dans les prochains mois. De son côté, le secteur des services devrait continuer à se porter mieux que l'industrie, mais un ralentissement à également à attendre dans les services. Les données d'aujourd'hui, indiquent que les carnets de commande sont toujours en baisse dans le secteur du bâtiment, qui devrait à nouveau connaitre une année difficile.

In fine, les données du climat des affaires viennent confirmer notre prévision d'une croissance très faible au premier trimestre, de l'ordre de 0.1% en glissement trimestriel, contre -0.1% au quatrième trimestre 2024. Ce faible début d'année signifie que la croissance du PIB devrait s'établir à seulement 0.6% en 2025, contre 1.1% en 2024 et 2023, un chiffre plus faible que celui attendu par le gouvernement (0.9%). Une reprise devrait avoir lieu en 2026, mais dans un environnement international difficile et avec une politique budgétaire française restrictive, elle pourrait restée limitée à 1%.

.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist

Clause de non-responsabilité à la fin du document

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("**ING**") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.